Séance publique du 25 septembre 2000

Délibération n° 2000-5659

commission principale : déplacements et voirie

commune (s) : Lyon 6°

objet : **Place Edgar Quinet - Construction d'un parc de stationnement souterrain - Objectifs et modalités de concertation**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission déplacement

Le Conseil,

Vu le rapport du 5 septembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le 20 avril 1998, le conseil de Communauté a arrêté la programmation des parcs de stationnement à réaliser au cours du mandat actuel. Le 27 septembre 1999, pour faire suite à cette décision, il a été décidé de lancer la procédure de délégation de service public (loi Sapin) en vue de construire un parc public de stationnement pour résidents de 160 places environ situé sous le terrain de sports de la place Edgar Quinet dans le 6° arrondissement de Lyon.

Ce projet nécessite la mise en œuvre d'une procédure de concertation au titre des articles L 300-2 et R 300-1 du code de l'urbanisme, en raison du coût des travaux et de l'impact de l'opération sur le cadre de vie local.

Le conseil de Communauté doit délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de la concertation, associant les habitants, les usagers, les associations locales et les autres personnes concernées par le projet.

La construction du parc de stationnement sous le terrain de sports de la place Edgar Quinet entraînerait le réaménagement de l'espace sportif avec une bonne insertion des entrées et sorties des piétons et des véhicules.

Les travaux et aménagements concerneraient principalement le terrain de sports.

Il est proposé que les modalités de concertation soient les suivantes :

- un dossier serait mis à disposition du public pour permettre à la population et aux usagers de prendre connaissance des objectifs du projet et de ses principales caractéristiques, à l'hôtel de communauté, à l'hôtel de ville de Lyon et à la mairie du 6° arrondissement. Ce dossier comprendrait :

- . un plan de situation, une esquisse d'implantation du parc, une notice technique explicative,
- . un cahier destiné à recueillir les observations des personnes concernées ;

- un avis administratif, affiché à l'hôtel de communauté, à la mairie du 6° arrondissement ainsi qu'à l'hôtel de ville de Lyon et publié dans deux journaux locaux (Le Progrès de Lyon et Les Petites Affiches Lyonnaises), informerait la population de ce projet et de la tenue de cette concertation en précisant les dates de début et de clôture.

L'avis administratif, sous forme d'un panneau d'information, serait également implanté sur le site pour informer les riverains et les usagers qui habitent le reste de l'agglomération ou qui visitent Lyon.

Le conseil municipal de Lyon devant délibérer sur les objectifs de ce projet et sur les modalités de la concertation le 18 septembre 2000 ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 20 avril 1998 et 27 septembre 1999 ;

Vu les articles L 300-2 et R 300-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon en date du 18 septembre 2000 ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

Donne son accord à l'ouverture d'une concertation préalable selon les modalités ci-dessous :

a) - un dossier sera mis à la disposition du public à l'hôtel de communauté, à l'hôtel de ville de Lyon et à la mairie du 6° arrondissement ; ce dossier comprendra :

- . un plan de situation, une esquisse d'implantation du parc, une notice technique explicative,
- . un cahier destiné à recueillir les observations des personnes concernées,

b) - un avis administratif sera affiché à l'hôtel de communauté, à la mairie du 6° arrondissement ainsi qu'à l'hôtel de ville de Lyon et sera publié dans deux journaux locaux (le Progrès de Lyon, les Petites Affiches lyonnaises).

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,